

question autour de laquelle les esprits s'ameutaient. Tout en maintenant comme nécessaires le vote et la représentation par ordre séparés, le règlement du 24 janvier accordait le doublement du tiers ; concession louable assurément, mais qui avait, comme toutes les demi-mesures, l'inconvénient de mettre l'autorité en contradiction avec elle-même. Donner au tiers-état un nombre de représentants égal à celui des deux premiers ordres, n'était-ce pas dire qu'il allait être appelé à voter par tête avec les députés de la noblesse et du clergé ? Car si l'on devait délibérer en chambres séparées, comme on l'avait fait cent soixante-dix ans avant, qu'importait le nombre de voix dans chaque chambre ? Ainsi une ordonnance royale avait sanctionné par avance ce rapprochement des trois ordres qui devait être la première et facile victoire de la Révolution.

D'autres questions se groupaient en foule derrière celle-là. L'assemblée de la nation serait-elle permanente ou périodique ? serait-elle unique ou divisée en chambre basse et chambre haute ? Les ministres seraient-ils responsables devant elle ou seulement devant le roi ? La liberté de la presse devait-elle être confiée au pays par la loi ou laissée à la discrétion du gouvernement ? Tous ces problèmes constitutionnels, sur lesquels nous croyons à chaque révolution avoir dit notre dernier mot, étaient agités alors avec l'ardeur d'une invincible espérance. Les meilleures plumes du temps, Lacretelle, Target, Rabaud Saint-Etienne, l'abbé Morellet, Sieys, Cérutti, se distinguaient par des écrits où nous aurions encore beaucoup à apprendre après ces trois quarts de siècle, qui n'ont épargné cependant les leçons à personne.

Bergasse essaya de résumer le débat dans une brochure intitulée : *Lettre sur les Etats généraux*. Elle était adressée aux officiers de la municipalité de Saint-Germain-Laval, petite ville du Forez, d'où lui était venue une demande de consultation politique et probablement une offre de candida-